

POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins, tome 2 : La percée des caisses populaires, 1920-1944* (Montréal, Québec/Amérique, 1994), 449 p.

Henri Goulet

Volume 50, numéro 1, été 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305502ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305502ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Goulet, H. (1996). Compte rendu de [POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins, tome 2 : La percée des caisses populaires, 1920-1944* (Montréal, Québec/Amérique, 1994), 449 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(1), 129–131. <https://doi.org/10.7202/305502ar>

POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins*, tome 2: *La percée des caisses populaires, 1920-1944* (Montréal, Québec/Amérique, 1994), 449 p.

Faisant suite au premier tome paru en 1990, ouvrage pour lequel l'Université Laval lui a décerné un doctorat en histoire (quatrième de couverture), l'auteur, historien «officiel» du Mouvement Desjardins, poursuit ici le projet initié en 1987 par la Société historique Alphonse-Desjardins de faire toute l'histoire de l'institution avant l'an 2000 (*Le Devoir*, 2 avril 1994).

Ce deuxième tome couvre la période de 1920 à 1944 et se divise en deux parties. Dans la première partie, en cinq chapitres, Pierre Poulin aborde les années 1920 à 1933 et propose, sous une forme plutôt narrative, de faire ressortir les difficultés de développement des caisses populaires à la suite de la mort du fondateur jusqu'à la création de la Fédération provinciale en 1932. En deuxième partie de l'ouvrage, de 1933 à 1944, l'approche historique de l'auteur se transforme, laissant sporadiquement de côté l'histoire institutionnelle, pour aborder certaines questions plus précises comme le développement phénoménal du mouvement coopératif au cours des années 1930 (chapitre 6), le rôle économique des caisses (chapitre 7) et les causes à l'origine du schisme de 1945 (chapitre 8).

Si les chapitres 2, 4 et 5 s'attardent principalement à expliquer l'évolution des structures administratives — création et difficultés des premières unions régionales ainsi que la fondation de la Fédération provinciale en 1932 —, les chapitres 1 et 3 tentent de fournir une explication à la «progression ralentie» du nombre de nouvelles caisses au cours des années 1920. Avec seulement 118 nouvelles fondations entre 1921 et 1932, l'auteur esquisse un portrait de la difficile conjoncture économique au sortir de la Première Grande guerre (p. 29-41). Pour lui, la récession de 1921-1923 devient une véritable «crise»; elle affecte principalement le secteur agricole et, par extension, vient fonder la thèse de la progression lente des nouvelles caisses durant les années 1920. Cette analyse permet non seulement d'affirmer que le Mouvement Desjardins traverse «la période la plus sombre de l'histoire des caisses populaires» (p. 77), mais elle sert aussi à introduire une deuxième thèse tout aussi importante — avec Esdras Minville à l'appui comme «observateur lucide de son époque» (p. 38) —, celle de la crise des années 1930 comme élément déclencheur de la prise de conscience du «retard» économique des Canadiens français. Celle-ci aurait eu l'effet d'un

choc: «Elle a fait prendre conscience aux Canadiens français qu'ils n'étaient rien sur le plan économique, qu'ils manquaient d'organisation et de capitaux et qu'ils étaient largement soumis à l'influence de forces étrangères.» (p. 217) D'où la mobilisation générale des forces nationalistes de l'époque pour rattraper ce retard accumulé et le boom incroyable entre 1933 et 1944 qui voit surgir pas moins de 734 nouvelles caisses.

Ainsi, selon Pierre Poulin, la croissance fulgurante des caisses populaires entre 1932 et 1944 ne peut se comprendre que dans le cadre de la montée du mouvement coopératif au Québec tout au long de cette période et l'auteur trace un portrait assez complet du phénomène de «l'âge d'or de la coopération» au Québec (p. 177-196). S'il n'est pas inintéressant de prendre connaissance du dynamisme de l'idéologie «coopératiste», idéologie véhiculée à partir de toute une panoplie de lieux différents (Antigonish, École sociale populaire, HEC, UCC, Semaines sociales, l'École des sciences sociales de l'Université Laval, le Service social-économique de Lapocatière, etc.), il reste que l'auteur n'arrive pas à démontrer le rôle véritable des caisses dans cette vaste entreprise de développement économique par le biais du modèle coopératif. Par exemple, la question des investissements des caisses dans toutes ces nouvelles coopératives de consommation, coopératives agricoles, forestières et d'habitation, en train de naître durant cette période, n'est pas véritablement démontrée. Tout semble, au contraire, se construire en parallèle. La jonction économique entre le mouvement coopératif et l'expansion des nouvelles caisses n'est pas évidente, et la cohérence de ce chapitre en souffre. Cette question est pourtant encore brûlante d'actualité, surtout lorsqu'on cherche à comprendre le rôle historique des caisses populaires dans le développement économique du Québec tout au long de cette période.

En lisant le chapitre 7, consacré principalement à la pratique financière des caisses populaires, il est difficile de ne pas y voir une tentative de réponse à l'ouvrage clé de Ronald Rudin paru en 1990 (*In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires, 1900-1945*). Ici, l'approche prend une tournure nettement plus hagiographique et cherche à justifier la pratique économique des caisses populaires axée davantage sur l'épargne que sur le crédit. Rudin a démontré, de façon assez éloquente, que l'épargne accumulée dans les caisses populaires, contrairement à l'idée largement véhiculée, ne sert pas au développement économique local, mais se retrouve plus souvent qu'autrement, paresseusement, dans des obligations sécuritaires en dehors de la localité, chez les gouvernements provincial et fédéral, les municipalités et les commissions scolaires. À cette question majeure du rôle de l'actif des caisses populaires, la réponse de Pierre Poulin est institutionnelle et... traditionnelle: il faut tenir compte de l'autonomie de chacune des caisses, de leur nombre d'années d'existence, de leur taille, de l'actif de chacune, de leur situation géographique ainsi que du profil des dirigeants et de leur mentalité spécifique (p. 219). Même le législateur, en resserrant les contrôles sur les placements, devient en quelque sorte responsable de cette politique économique plutôt statique (p. 221). Ce discours de justification agacera probablement le lecteur critique et suscitera un certain soupçon sur la conclusion un peu trop optimiste de l'auteur: «Après 40 ans d'existence, les caisses avaient prouvé

de façon *éloquente* que la petite épargne patiemment accumulée et bien gérée pouvait être à la source d'une véritable force économique.» (p. 262) L'enquête de Tremblay et Fortin, initiée par le Mouvement Desjardins en 1959, viendra d'ailleurs jeter un sérieux doute sur ce bel optimisme: non seulement les caisses n'étaient «pas prêteuses», mais elles ont largement contribué à l'endettement des familles salariées auprès des compagnies de finance à cause, justement, d'une politique de crédit trop restrictive.

Le chapitre 8, de loin le plus instructif, aborde toute la question des raisons conduisant à la scission de 1945, date à laquelle les caisses dissidentes de Montréal vont se séparer du Mouvement pour former la Fédération de Montréal des caisses Desjardins. Libéraux (Cyrille Vaillancourt et Godbout) contre conservateurs (les dirigeants Guérin et Poirier de Montréal et Duplessis), Jésuites (École sociale populaire) contre Dominicains (École de service social du père Lévesque), nationalistes contre fédéralistes, Montréal contre Québec, centralisateurs contre régionalistes, divergences politiques majeures entourant la création du Conseil supérieur de la coopération, divergences «nationalistes» autour de l'idée de la fondation d'une fédération canadienne des caisses populaires/Credit Unions, ainsi que divergences profondes sur le dossier de la professionnalité du secteur de la coopération (le fameux discours du père Lévesque sur la non-professionnalité des coopératives), l'auteur situe bien les conflits idéologiques et les luttes de pouvoir qui traversent le Mouvement Desjardins durant cette période.

Sur le plan méthodologique, l'analyse de l'auteur est principalement fondée sur les archives du Mouvement Desjardins donnant ainsi un caractère plutôt «interne» à son étude. Il y a même risque d'étouffement pour qui chercherait une compréhension plus globale du rôle de Desjardins dans l'ensemble de la conjoncture économique, politique, sociale et culturelle tout au long de cette période pourtant fascinante de l'histoire du Québec. En fermant cet ouvrage, on a l'impression d'avoir navigué dans un Québec dominé par le monolithisme idéologique et inféodé à l'idéologie clérico-conservatrice des élites traditionnelles de l'époque. L'éditeur vient aussi nourrir ce sentiment avec pas moins de 58 photos pleine page de curés, de dirigeants et de différents locaux abritant les premières caisses populaires, accentuant ainsi l'aspect visuel un peu vieillot de l'ouvrage.

Malgré le fait que l'auteur tienne à affirmer, en avant-propos, son entière «liberté intellectuelle», le lecteur ne peut faire autrement que de se poser constamment la question, en filigrane, tout au long de la lecture, du rôle joué par un comité de lecture formé d'illustres représentants du Mouvement Desjardins comme les Paul-Émile Charron et René Croteau. Sans parler, bien évidemment, de la préface pour le moins «militante» de Claude Béland sur l'exemplarité démocratique du Mouvement Desjardins.